

AGNÈS VERDIER-MOLINIÉ

Le vrai État de la France

**LES CITOYENS
ONT LE DROIT
DE SAVOIR !**

L Éditions de
Observatoire



Le vrai état de la France

Du même auteur

La France peut-elle tenir encore longtemps ?, Albin Michel, 2021.

En marche vers l'immobilisme, Albin Michel, 2018 (prix de littérature politique Edgar-Faure).

Ce que doit faire le (prochain) président, Albin Michel, 2017.

On va dans le mur..., Albin Michel, 2015.

60 Milliards d'économies !, Albin Michel, 2013.

Les Fonctionnaires contre l'État, Albin Michel, 2011.

“*La mondialisation va-t-elle... nous tuer ?*”, JC Lattès, coll. « Idées fausses, vraies réponses », 2008.

Agnès Verdier-Molinié

Le vrai état de la France

L^{Éditions de}bservatoire

ISBN : 979-10-329-2365-8
Dépôt légal : 2022, janvier
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2022
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Introduction

En septembre 2020, 78 % des Français pensaient que la France était en déclin, selon un sondage Ipsos. En septembre 2021, ils étaient encore 62 %, selon un sondage CSA. Qu'en est-il à la veille des élections présidentielles ? L'effondrement est-il devant nous ? Est-il inéluctable ? Ou réversible ?

Nous rentrons dans la période où tout est possible. Pile, la France continue à décrocher. Face, on redresse la barre. Mais encore faudrait-il savoir pourquoi et en quoi nous n'avons pas le bon cap. D'autant que le temps des tempêtes n'est pas terminé avec l'inflation qui pointe de plus en plus son nez, les bulles qui gonflent et les tensions géopolitiques qui se cristallisent. Nous avons collectivement intérêt à ce que l'embarcation France soit solide. Les défis à relever sont vertigineux.

Une certitude d'abord : nous sommes en pleine phase de ce que l'on pourrait appeler « la préparation de la mariée ». À en croire certains, le pouvoir d'achat n'aurait jamais autant augmenté, la croissance serait la meilleure de tous les pays d'Europe sur les cinq dernières années, les impôts n'auraient jamais autant baissé, le chômage n'aurait jamais été si bas, les crimes et délits seraient en baisse, les obligations de quitter le

territoire seraient respectées... Bref, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Ajoutons ceux qui n'hésitent pas à noircir le tableau avec des évaluations fantasmagoriques et exagérées sur la fiscalité, sur les fraudes fiscales ou sociales, sur l'insécurité, sur le coût de la transition énergétique... Autant de discours qui n'aident pas les Français à s'y retrouver.

Il est vrai que l'on peut faire dire beaucoup de choses à des statistiques dont on ne voit pas toujours le double fond.

Cela fait penser au rapport du Conseil d'orientation des retraites assurant en juin 2016 qu'il n'y avait plus de financement des pensions et qui un an après, en juin 2017, affirmait tranquillement que le déficit des retraites serait entre 10 et 30 milliards par an d'ici 2035 ! Nous sommes entrés dans une période qui manie *fake news* et mise sous le tapis des données – les *fake news* venant de tous bords.

L'usage de la V^e République veut que le nouveau gouvernement, au sortir de l'élection présidentielle, commande un audit à la Cour des comptes sur l'état du pays quand il arrive au pouvoir... Mais c'est déjà trop tard. Les Français ont déjà voté sur un programme. Le coup est parti. Souvent de travers. Par manque de connaissance de l'état réel du pays.

Ne serait-il donc pas plus judicieux pour nos compatriotes d'avoir accès à cet audit *avant* les élections ? De connaître le vrai état du pays *avant* d'aller voter ? C'est la position de la Fondation iFRAP, un institut de réflexion indépendant qui évalue les politiques publiques et travaille à des propositions concrètes visant à rétablir l'équilibre des comptes publics tout en créant des entreprises et des emplois.

Mais, a-t-on encore le droit de donner les vrais chiffres ? À ce stade, la Cour des comptes et le Parlement

se montrent étrangement coulants sur les finances publiques. Les rapports censés évaluer la gestion de la France sont de plus en plus lénifiants. Comme si tous les dispositifs d'alerte avaient été désactivés un à un.

Comment avoir une prospérité économique dans le pays qui taxe le plus ses entreprises ? Dans le pays qui pénalise le plus les revenus du capital ? Qui désincite à l'investissement productif ?

Comment avoir une prospérité économique dans le pays qui travaille le moins par habitant ? Dans le pays qui préfère faire des chèques aux entreprises et aux ménages plutôt que de baisser les impôts ? Dans le pays qui dilapide la dépense sociale en désincitant au travail ? Dans le pays qui ferme les yeux sur la fraude sociale comme si c'était moins grave que la fraude fiscale ?

Comment avoir une prospérité économique dans le pays qui vote loi sur loi, sans prendre en compte vraiment leur impact sur les entreprises et les emplois ? Qui vote des lois comme la loi Climat et Résilience sans afficher l'explosion de taxes qui va en découler ?

Comment avoir une prospérité économique quand tout est fait pour que le Parlement ne puisse pas évaluer l'utilisation de l'argent public ? Quand on reproche même leur droit d'amendement aux parlementaires ?

Comment avoir une prospérité économique dans un pays qui a renoncé à enseigner les bases de compréhension de la lecture et des mathématiques à 50 % de la jeunesse des quartiers dits sensibles ?

Comment avoir une prospérité économique dans un pays qui ne maîtrise plus ses flux migratoires ? Qui ne fait pas respecter son ordre juridique et accepte *de facto* des centaines de milliers de résidents illégaux qui travaillent de manière non déclarée, soit sur des emplois classiques, soit sur des jobs précaires dans des activités

illégales ? Comment avoir une prospérité dans un pays qui n'applique pas l'intégralité des peines, car les prisons sont surchargées ?

La réalité de la France, c'est une fuite en avant : le pays qui emprunte le plus, qui taxe le plus, qui dépense le plus, qui ne parvient pas à faire baisser durablement la pauvreté, le chômage, l'insécurité ; un pays dur avec ceux qui respectent les lois et faible avec ceux qui ne les respectent pas.

La meilleure méthode pour avoir une bonne vision de la situation ? C'est de comparer.

La France est maintenant le 23^e pays en richesse par habitant selon le FMI. Les données sont là, sans concession. Elles ne sont ni polémiques ni politiques – elles sont juste l'état de la France, le vrai. Un Français averti en vaut deux. Chaque citoyen doit en avoir connaissance avant d'aller voter.

Il n'est pas trop tard pour découvrir le chemin de crête, pour retrouver la prospérité perdue. Mais il n'est plus temps d'emprunter la stratégie des petits pas. « Connais-toi toi-même », nous dit Socrate. Pour prendre les décisions lourdes et fondatrices qui s'annoncent avec des années 2022 et 2023 qui seront probablement chahutées par l'inflation, par les négociations européennes sur les nouvelles règles budgétaires, par les tensions géopolitiques, par les prix des matières premières, nous devons connaître les atouts et les faiblesses de la France. Non pas pour nous plaindre ou nous lamenter sur notre sort, mais pour avancer et nous reconstruire. Nous connaître pour nous relever et ne plus être faibles face à la prochaine crise. Sans nous résigner. Sans nous haïr non plus.

La France mérite mieux que des mensonges, des approximations ou des artifices. D'où qu'ils viennent. Elle mérite la vérité sur le décrochage qui nous guette. Et les solutions pour en sortir.

Partie I

Décrochage

23^e rang mondial en richesse par habitant, la France a décroché

On l'a tous appris à l'école, la France est la 5^e ou 6^e puissance mondiale. En richesse totale, ce que l'on appelle le produit intérieur brut (PIB). Oui, mais par habitant ? C'est une tout autre histoire.

39 030 euros par habitant de richesse nationale en France... derrière l'Allemagne qui est à 46 208 euros¹. La France n'est plus dans le groupe des sept pays riches de l'Europe du Nord qui sont en moyenne à plus de 63 000 euros de richesse par habitant. Pas étonnant, dès lors, que nos concitoyens se sentent déclassés et souffrent d'un manque de pouvoir d'achat. Selon la Commission européenne, le pouvoir d'achat d'un Suisse en 2021 (40 000 euros) est deux fois supérieur au pouvoir d'achat d'un Français avec plus de 20 000 euros en moyenne.

Quand on fait le point précisément, 7 pays sont devant nous en zone euro et 9 dans l'Union européenne en 2020 (selon Eurostat en SPA²). Si l'on ne prend que les 11 pays historiques de la zone euro de 1999

1. Commission européenne.

2. Standard de pouvoir d'achat, soit une unité monétaire virtuelle qui neutralise les différences de niveau de prix entre les pays.

(Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal), seuls l'Italie, l'Espagne et le Portugal sont derrière nous.

Au niveau mondial, la France décroche aussi par rapport aux grands pays. Même si notre pays reste la 6^e puissance mondiale en richesse totale, ce n'est pas le cas du tout en termes de richesse par habitant. Dans les années 1980, la France était 11^e. Elle est maintenant 23^e !

La Suède, qui produit chaque année plus de 52 200 euros de richesse nationale par habitant, témoigne qu'il est possible de conjuguer État-providence et richesse nationale. Si le PIB par habitant en Suède et en France était comparable en 1980, il est désormais 28 % supérieur en Suède. Et, quand on se compare à nos cousins suisses, cela fait mal : ils sont à 87 000 euros par habitant quand nous sommes à un peu plus de 39 000 euros... plus de deux fois plus, cela devrait nous faire réfléchir et nous inciter à changer en profondeur la méthode de gestion de la France.

Pas étonnant, dès lors, que le nombre de travailleurs frontaliers de la France vers la Suisse ait plus que doublé en 25 ans avec maintenant 190 000 Français qui font l'aller-retour pour travailler en Confédération helvétique tous les jours !

Bercy explique que « la moindre hausse du PIB par habitant en France depuis 1993 s'explique aussi par l'évolution défavorable de la productivité horaire et des heures travaillées ». La productivité du travail par tête a augmenté plus vite en France que dans la moyenne des pays de l'OCDE jusqu'au début des

1. Selon la Banque mondiale, en 2020.

années 1990, puis la tendance s'est inversée. Un retournement qui coïncide étrangement (ou pas) avec la mise en place des 35 heures et des allègements de charges concentrés sur les bas salaires. Des mesures motivées à l'époque par l'envie d'« enrichir la croissance en emplois », c'est-à-dire de ralentir la hausse de la productivité.

La France accuse maintenant un retard sur l'Allemagne concernant le taux d'emploi, ce qui impacte lourdement son PIB par habitant. Ce retard se retrouve dans chaque classe d'âge : par exemple, le taux d'emploi des 15-24 ans est de plus de 48,5 % en Allemagne alors qu'il n'atteint que 31,2 % en France. Pour les 25-54 ans, le taux d'emploi outre-Rhin s'élève à 84,7 % alors qu'en France il est de 82 %¹. En matière de productivité, notre voisin nous surpasse également. Une des principales raisons de cet écart peut s'expliquer par la capacité allemande à développer « des secteurs à forte valeur ajoutée et à forte productivité ».

La faiblesse de notre richesse nationale est de plus en plus évidente. Surtout que notre richesse repose beaucoup plus qu'ailleurs en Europe sur la dépense publique. En effet, la Suisse a une richesse nationale constituée à 60 % par l'activité privée non financière, en Allemagne, c'est 58 % quand c'est seulement un petit 51 % en France². Dit autrement, notre richesse nationale est gonflée à l'hélium de la dépense publique et de la dette. C'est ce qu'on retrouve en 2021 où un tiers des six points de croissance de la richesse nationale vient de la hausse de la dépense de fonctionnement de nos administrations publiques.

1. OCDE.

2. Comptes nationaux, Eurostat.

Si la France avait le PIB par habitant de l'Allemagne, nous aurions environ 480 milliards de richesse nationale en plus par an.

Incontestablement, ce recul de la France dans le concert des nations en matière de richesse par habitant est la conséquence avant tout d'un manque de travail.

Sept milliards d'heures travaillées en moins

Pour créer de la valeur ajoutée, et donc de la richesse nationale, il faut travailler. Ce que nous faisons peu en France. Quoi qu'en pensent nos syndicalistes à temps plein.

Malgré des populations semblables, en nombre et en âge, les Britanniques travaillent 12 milliards d'heures de plus que nous par an. Pour la France, le décrochage a commencé au début des années 1980, moment où le volume de travail augmente de façon conséquente au Royaume-Uni et où l'Italie nous dépasse durablement.

En 2018, si l'on considère la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède et le Royaume-Uni, c'est plus de sept milliards d'heures qui sont travaillées en moins en France tous les ans¹. Les Allemands ont travaillé 62 milliards d'heures en 2018, les Anglais 54 milliards et les Français 42 milliards...

Il faut dire qu'avec dix semaines en moyenne non travaillées par an et par travailleur, un chiffre calculé par Eurostat, la durée effective annuelle du travail rappelle que la France est bien le pays européen (avec la Suède) où l'on travaille le moins, et ce à cause d'une

1. Données des Comptes nationaux, Eurostat.

législation sur le travail peu flexible, de la durée légale de travail la plus basse d'Europe (35 heures), d'une part trop importante du secteur non marchand et d'un penchant très prononcé pour les congés et l'absentéisme.

Les chiffres sont parlants : les salariés français à temps complet travaillent 1 680 heures en 2019 quand les salariés allemands à temps complet travaillent 1 834 heures et les salariés britanniques 1 921 heures... la moyenne de l'Union européenne est de 1 846 heures¹. Soit un écart de 166 heures par an et par salarié entre la France et la moyenne européenne.

Pourquoi le volume de travail est-il si faible chez nous ? Ce n'est pas culturel, car lorsqu'on se penche sur la durée effective de travail des non-salariés (autrement dit les indépendants, artisans, commerçants, professions libérales), la France remonte dans la moyenne européenne puisque ces derniers travaillent 2 290 heures par an, soit plus que la moyenne européenne qui est de 2 214 et quasi comme les Allemands qui sont à 2 289 heures pour les non-salariés à temps complet.

La faible durée de travail des Français s'explique donc, en partie, par l'importance du secteur public qui travaille en moyenne 1 605 heures par an alors que les employés à temps plein du secteur marchand travaillent, eux, 1 748 heures par an. Si l'écart avec l'Allemagne est de 155 heures en moins travaillées par an en moyenne par un salarié à temps complet, l'écart dans les administrations est beaucoup plus grand : les agents allemands travaillent à temps plein 1 802 heures par an quand les agents français travaillent 1 605 heures en moyenne, soit 197 heures d'écart !

1. Enquête Forces de travail, Eurostat, calculs Rexecode.

Vous n'êtes pas convaincu ? On peut aussi faire le calcul en divisant le nombre d'heures travaillées par an par le nombre d'habitants : en France, on travaille 630 heures par an par habitant.

Selon l'OCDE, qui publie ce classement, la France est le pays où cette quantité de travail par habitant est la plus faible. L'Espagne est à 697 heures par habitant, l'Allemagne à 722 heures, le Royaume-Uni à 808, les États-Unis à 826, la Suisse à 943, la Corée à plus de 1 000.

Cela explique bon nombre de nos difficultés pour créer de la valeur ajoutée. 630 heures par an, c'est à peu près quatre mois de travail à temps plein par habitant. Pour être bien clair, cela correspond à un tiers de l'année alors que, pour chaque habitant, en Suisse, le temps de travail correspond plutôt à six mois en moyenne.

C'est un énorme gâchis. Un gâchis qui vient des 35 heures notamment, qu'il faudra bien faire sauter un jour du Code du travail. Sept milliards d'heures qui manquent, cela correspond à environ quatre millions d'emplois à temps plein. Rien que dans l'industrie, nous en avons détruit plus de deux millions depuis 1980...

Partie VI Pauvreté

| | |
|---|-----|
| 26. Deux fois moins de milliardaires qu'en Allemagne | 129 |
| 27. 7,1 % de travailleurs pauvres en France contre 3,7 % en Allemagne | 133 |
| 28. Un jeune sur vingt illettré et 100 000 jeunes sans diplôme ni formation..... | 137 |
| 29. Quatre fois plus de logements sociaux qu'en Allemagne, passeport pour créer des ghettos et plus de pauvreté | 141 |
| 30. 300 000 sans domicile fixe, 27 000 sans-abris..... | 145 |
| 31. 32 % de la richesse nationale ; championne du monde des dépenses sociales..... | 149 |

Partie VII Insécurité

| | |
|--|-----|
| 32. 880 homicides en 2019..... | 155 |
| 33. 113 % de surpopulation carcérale | 159 |
| 34. 122 839 OQTF, mais seulement 18 906 retours à la frontière !..... | 165 |
| 35. 28 000 mineurs non accompagnés..... | 169 |

| | |
|--|-----|
| <i>Table</i> | 249 |
| 36. 8 000 fichés S..... | 175 |
| 37. 1,6 point de PIB seulement de dépenses de sécurité intérieure | 181 |
| Conclusion. Le déclassement de la France n'est pas une option | 185 |
| Annexes | 191 |
| Remerciements | 243 |